

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 361

Artikel: Une institution perfectible
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023687>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

**VOTATION SUR LE CRÉDIT SUISSE
A L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DÉVELOPPEMENT (IDA)**

Politique du développement et stratégie du développement

La votation du 13 juin pose le problème de la politique suisse de développement. Parmi les tâches de la Confédération, dans son catalogue de priorités, quelle importance accorder à la participation aux efforts internationaux de développement du tiers monde? Combien de moyens voulons-nous y consacrer? A cet aspect purement quantitatif, il convient d'ajouter l'interrogation suivante: par quels canaux, dans quels secteurs, pour quels objectifs engager ces ressources?

La décision d'accorder ou non un crédit de 200 millions de francs à l'IDA se situe à ce

niveau. La réponse sera analysée en ces termes seulement. Il ne faut pas s'y tromper; dans le rapport des forces actuel, l'interprétation d'un vote négatif ne pourra être que restrictive sur le plan quantitatif et confuse sur le plan qualitatif.

Il est certain qu'on ne peut réfléchir à la politique suisse au développement sans tenter d'analyser les besoins du tiers monde, les obstacles intérieurs ou extérieurs sur lesquels se brisent ses efforts de développement, les tendances actuelles de la coopération au développement. Il serait ridicule de vouloir apprécier l'importance d'une participation suisse sans réfléchir à l'adéquation entre les actions entreprises et les problèmes à résoudre. Mais le vote du 13 juin restera sans effet à ce niveau: l'ambiguïté du résultat et la tradition de faible participation de la Suisse à l'effort international feront qu'un tel vote n'aura valeur ni d'exemple ni de leçon.

Une institution perfectible

Face à l'organisme humain, la médecine a appris à raisonner en termes de bilans, appris qu'un médicament sans effet secondaire est généralement sans effet du tout, qu'un médicament efficace entraîne des perturbations qu'il faut tenter de corriger à leur tour, ou en vertu desquelles il vaut mieux renoncer à intervenir.

Cela se laisse généraliser à toute intervention visant à modifier un système complexe. En est-il de plus complexes que l'équilibre du monde?

Les stratégies de développement s'apprécient à trois niveaux, interdépendants:

- les relations nord-sud, dont les principaux acteurs sont les Etats, les groupes régionaux, les organisations internationales;
- la réalité nationale;
- la vie des masses populaires, leur réalité quotidienne de la misère et du mépris.

Le bilan des activités de l'Association internationale du développement (IDA) peut se solder différemment selon le niveau où on l'établit.

De la suprématie américaine à l'unité du tiers monde

L'équilibre mondial, tel qu'il est né des ruines de la guerre, a été marqué d'abord par la suprématie américaine, partagée par la suite avec d'autres pays industrialisés. L'affirmation croissante du tiers monde, à travers les majorités onusiennes et les négociations sur le prix du pétrole, est fonction de l'unité du front constitué par les pays en développement dans les forums internationaux. C'est cette unité qui a permis d'imposer aux pays riches la négociation de certaines revendications des pays pauvres: impôt sur le développement (le fameux 0,7% du produit national brut qui devrait être consacré à l'aide publique au développe-

ment), partage de la science et de la technologie, renégociation des « traités inégaux » (droit de la mer, droit sur les ressources naturelles, etc.), recherche de nouvelles règles pour le jeu économique et financier.

L'IDA joue un rôle incontestable dans le transfert de capitaux et de connaissances, revendiqué par le tiers monde. Plus de 25 milliards de francs suisses ont été mis à la disposition des pays les plus pauvres. Contrairement à la Banque mondiale, qui mobilise des capitaux sur les marchés financiers et les repute aux mêmes conditions (qui impose de ce fait aux pays débiteurs le lourd service d'une dette qui vient s'ajouter à toutes celles qui grèvent déjà leur capacité d'importation) l'IDA est alimentée par des dons ou des prêts publics sans intérêt; elle ne travaille qu'avec les pays les plus pauvres, et répond à des besoins financiers évidents.

Accumulations

La couverture des besoins fondamentaux, la sécurité à plus long terme, le développement en un mot, ne peuvent être réalisés que si des surplus sont dégagés et transformés en possibilités accrues de production. L'accumulation, ce sont des stocks contre la famine, de l'épargne à investir, des machines ou des animaux libérant des hommes de leur dur labeur, des digues et des canaux, des terrasses et des routes. Sans une utilisation massive de ressources accumulées, sans techniques nouvelles, sans mobilisation du travail et de l'imagination de hommes, il est impossible de satisfaire les immenses besoins des populations du tiers monde.

La nécessité d'ajouter à l'épargne nationale des ressources financières extérieures ne présente pas partout la même acuité. L'exemple de la Chine prouve que, sous certaines conditions rarement réunies, il n'est pas impossible de réaliser un développement largement autarcique. D'un autre côté, certains des pays exportateurs de pétrole bénéficient de revenus qu'ils peuvent investir de

façon productive. Mais cela n'est pas la règle. De nombreux pays en développement — les plus pauvres d'entre eux — ne pourraient amorcer une accumulation suffisante sans apports de capitaux étrangers et de technologies nouvelles. Ceci est vrai indépendamment des systèmes économiques et des conceptions du développement qu'ils se sont donnés, comme le montrent les exemples de l'Inde, de la Tanzanie, du Pérou comme de Cuba.

Face aux multinationales

Un des buts de la coopération au développement doit être de renforcer la *capacité d'autonomie des Etats du tiers monde*, ces Etats si faibles face aux pouvoirs extérieurs (multinationales, par exemple), qui, souvent, les font et les défont au hasard de leurs intérêts. C'est certainement à ce niveau que le rôle de l'IDA est le plus ambigu et le plus difficile. Face à des pays dont on prétend res-

pecter la souveraineté, le danger est de se lier à des classes privilégiées exploitant le peuple qui ne les a pas choisies. Comment concilier que le projet financé par l'IDA soit étroitement subordonné aux objectifs du plan national alors que ce plan reflète souvent les intérêts de minorités privilégiées ? L'IDA semble résister mieux que la Banque mondiale elle-même aux « diktats » politiques de l'actionnaire dominant, c'est-à-dire des Etats-Unis; dans quelle mesure cependant ne joue-t-elle pas le rôle d'un cheval de Troie pour des critères d'appréciation et la formulation de projets sociaux mal adaptés aux besoins réels ?

Action différenciée

Ce problème se résume à la question de savoir quel type de projets réaliser avec quel type de gouvernement. Dans tel pays soumis à une dictature de pillage, la lutte contre l'érosion sera un

gage pour l'avenir; dans tel pays s'efforçant à créer les conditions d'un développement autonome, le transfert des connaissances techniques renforcera la capacité de recherche; dans tel pays pris à la gorge par la famine, c'est simplement la couverture des importations vitales ou la croissance de la production alimentaire qu'il faudra financer en premier lieu.

De tous les moyens engagés dans le développement du tiers monde, l'aide internationale ne représente qu'une petite fraction, de l'ordre du dixième. Elle ne joue donc qu'un rôle complémentaire au formidable effort fourni par les masses populaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Pour qu'elle serve le plus efficacement possible, il faut déterminer dans quels domaines, par quels types de prestations, la coopération internationale au développement complète

● SUITE ET FIN AU VERSO

Mariages contre nature

Une fois de plus, Schwarzenbach suscite une coalition de salut public.

Nous voilà obligés d'accepter le crédit à l'IDA pour sauver le principe de la coopération au développement et notre image de marque dans la communauté internationale. Il s'agit là bien sûr d'un raisonnement superficiel.

Plus fondamentalement, des organisations de coopération craignent qu'un vote négatif fasse reculer encore l'effort minime consenti par la Suisse au titre de l'aide aux pays pauvres. D'autres milieux voient là l'occasion de se donner bonne conscience au prix minimum. D'autres encore, plus franchement, signalent d'éventuelles possibilités d'exportations supplémentaires de la Suisse vers le tiers monde, que ce soit dans l'immédiat ou à long terme.

Déjà le Parlement, sous la menace du référendum — Schwarzenbach encore — a truffé la loi sur l'aide au développement de conditions restrictives

qui, si elles sont appliquées à la lettre, rendent le texte inapplicable: que signifie en effet, dans cette loi, la référence explicite aux régions défavorisées de Suisse, aux finances de la Confédération et à la situation économique nationale, sinon un aveu de faiblesse des partis gouvernementaux face aux républicains, et une surenchère démagogique.

La même loi a subi une autre modification, pour laquelle il fallut l'alliance de la droite isolationniste, de la droite économique et de l'aile gauche des associations d'aide au développement. La priorité accordée aux actions au ras du sol, la tentation de ne réaliser que des projets qui bénéficient directement aux plus pauvres, signifie un repli sur un plan caritatif, qui permet d'opposer un noble refus aux revendications d'industrialisation et de développement autonome du tiers monde. Telle n'était pas l'intention de ceux qui voulaient affirmer la solidarité nécessaire avec les damnés de la terre. On peut se demander cependant qui saura le mieux se servir de cette arme à double tranchant.

Le débat a eu lieu, feutré, dans les commissions et les assemblées parlementaires depuis plus de trois ans, à propos de la loi sur la coopération internationale au développement; le voici qui est soumis au peuple sous une forme amputée, biaisée par son aspect technique et par l'impuissance de la Suisse à agir directement sur le fonctionnement de la Banque mondiale, et de sa filiale.

Une tâche essentielle

Sur le plan intérieur suisse, sur un terrain choisi habilement par Schwarzenbach, la gauche se sent rejetée dans la tour de Babel des partis gouvernementaux. Il lui incombe cependant, plus que jamais, de défendre l'idée que la coopération au développement est une tâche essentielle de notre pays et qu'elle exige des moyens, une présence internationale et le sacrifice de privilèges dont nous n'avons pas encore consenti grand-chose.

Une institution perfectible (suite et fin)

ce qui peut être réalisé localement, de façon autonome. Il vaut mieux, souvent, ne pas intervenir massivement, au niveau du village ou de la région, pour ne pas risquer d'écraser les initiatives qui peuvent y être prises, mais apporter au contraire des éléments spécifiques sur lesquels reposent finalement les pouvoirs des pays riches. Ces éléments seront souvent ceux qui impliquent des importations de biens d'équipement, des transferts de technologies sophistiquées, des prêts pour des travaux d'infrastructure lourde.

Les conditions de vie réelles des populations — et non plus la fiction des agrégats statistiques du type PNB — le degré de couverture des besoins fondamentaux, qui ne sont pas tous matériels, sont devenus les pierres de touche de toute action de développement. Paupérisation et marginalisation accompagnant la croissance économique, on a bien dû voir qu'elle était une condition nécessaire, mais qu'elle n'était de loin pas suffisante pour extirper la misère. Certains miracles économiques, une fois analysés, ont révélé que les pauvres réalisaient en effet, quotidiennement, le miracle de la survie quotidienne.

Au niveau des collectivités locales

C'est le mérite de la Banque mondiale d'avoir accepté d'être jugée à cette aune. C'est le mérite de son président, McNamara, d'avoir dénoncé cette paupérisation et d'avoir affirmé qu'il était possible et nécessaire de la combattre. La politique de crédit de la Banque mondiale, de l'IDA principalement, s'adapte progressivement à cette nouvelle ligne. La stratégie de lutte frontale contre la pauvreté ne doit pas non plus être acceptée aujourd'hui comme voie unique de coopération au développement. On doit craindre qu'elle ne soit un nouvel avatar de la volonté de main-

tenir à tout prix la division actuelle du travail, et le désir de déterminer de l'extérieur les besoins du tiers monde.

On doit s'interroger sur les réformes de structures nécessaires, les goulets d'étranglement à faire sauter si l'on veut que l'inégalité régresse. On ne doit pas oublier que, dans la mesure du possible, la mobilisation sociale doit se jouer au niveau des collectivités locales, avec une intervention minimum de finances et d'experts contrôlés par l'extérieur.

Par la critique

Le débat en cours, concernant la Banque mondiale et plus particulièrement l'IDA, montre clai-

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Cinquante ans avant

Il faut avouer que, quelle que soit la sympathie qu'on peut éprouver pour la jeunesse, la jeunesse de notre pays, celle-ci donne bien des sujets d'inquiétude. En particulier, la facilité avec laquelle elle donne dans toutes les utopies, dans toutes les idées fausses, laisse mal augurer de l'avenir. Qu'en sera-t-il dans vingt ans, quand ces jeunes seront parvenus « aux responsabilités » ? On peut craindre que c'en soit fait de notre pays.

A ce sujet, je lis dans une revue autorisée ces lignes qu'on ferait bien de méditer :

« Un autre point qui m'a frappé dans une des réponses à votre enquête. Il touche à la démocratisation de notre armée, qu'un de vos correspondants voudrait voir accentuer. Je vous mets de toutes mes forces en garde contre l'exagération de cette tendance actuellement à l'ordre du jour. L'armée d'une démocratie ne saurait être elle-même démocratique au sens qu'on donne habituellement à ce terme, sans perdre aussitôt toute sa valeur militaire. »

rement qu'il n'existe pas une forme idéale, achevée, de coopération au développement. C'est par la pratique et l'analyse sans concession de cette pratique, par l'expérimentation et la collaboration modeste aux efforts entrepris par le tiers monde lui-même, que les stratégies du développement seront mieux adaptées à la réalité. Le mouvement critique qui existe au sein même de la Banque mondiale et de l'IDA, l'effritement des majorités automatiquement pro-américaines, la conscience croissante des obstacles sociaux à la lutte contre la misère, la pression croissante exercée par le tiers monde uni dans les forums internationaux, malgré des divergences d'intérêts évidentes, concourent à faire de l'IDA une institution perfectible.

Et plus loin, concernant les intellectuels, dont le Petit Livre de la Défense civile a dit tout ce qu'il fallait dire, mais qu'on ne saurait trop répéter : « Continuellement à l'affût d'idées nouvelles et de sentiments meilleurs, les jeunes intellectuels semblent avoir une préoccupation prédominante : être autre chose que ceux qui les ont précédés. Leur scepticisme systématique veut condamner tout ce qui fut avant eux. »

L'amour rude et naïf

» Je doute pour ma part que des intelligences, toujours en quête de la perfection et trop raffinées, parviennent à créer une démocratie meilleure que celle qui naquit au Rutli, enfantée par des âmes simples et naïves. Et ce qui m'inquiète au plus haut point chez les jeunes, c'est qu'ils en soient à se creuser la tête pour trouver des raisons de tenir à la Suisse, que leurs aïeux aimaient, et que nous aimons nous-mêmes encore, sans effort, de tout notre cœur. »

Les conséquences de cette funeste mentalité, on les connaît ! Car enfin, ce texte, signé par le It-